Introduction

Les métropoles face aux dynamiques de ségrégation et de fragmentation

Paul Cary¹ et Sylvie Fol²

¹ Université Lille 3, CERIES

² Université Paris I – Panthéon – Sorbonne, UMR Géographie - Cités

L'objectif de ce numéro spécial de *Géographie économie société* est d'illustrer les débats en cours concernant les processus de métropolisation et deux dynamiques sociospatiales qui leur sont souvent associées, à savoir la ségrégation et la fragmentation. La complexification des différenciations sociospatiales dans les métropoles contemporaines, notamment sous les effets de la globalisation sur les villes, a suscité des débats importants : certains auteurs prennent acte des ruptures de la continuité du tissu urbain pour considérer que le concept de ségrégation n'est plus suffisamment opérant dans des métropoles « fragmentées ». Le croisement de plusieurs disciplines (sociologie, géographie, science politique), dans la lignée de ce que défend la revue depuis sa création, vise à produire des analyses des dynamiques sociospatiales capables d'intégrer en leur sein les impulsions publiques et les stratégies individuelles et collectives des populations concernées.

L'enjeu n'est pas mince. Pour certains, les problèmes spatiaux déterminent aujourd'hui largement les problèmes sociaux dont ils n'avaient longtemps été qu'un cadre d'expression (Donzelot, 2004). Pour d'autres, mais le problème est déjà plus ancien¹, la question de l'urbanité, associée à des figures qui émergent dans l'analyse sociologique au début du XX^e siècle (l'étranger, le flâneur, l'anonyme) est aujourd'hui mise en péril par les processus de fermeture de certains quartiers au reste de la ville, de crispation identitaire qui fait que les intolérances sociales deviennent des intolérances spatiales.

¹ On peut renvoyer aux critiques des culturalistes.

Les articles retenus pour ce numéro illustrant certaines facettes du problème, nous avons choisi, dans cette introduction, de problématiser quelque peu les thématiques liminaires de ce numéro. Cela permettra au lecteur d'aborder les quatre articles retenus² avec quelques balises que les auteurs des articles n'ont pas nécessairement eu le temps de développer dans leurs contributions.

1. La métropolisation et ses effets sociospatiaux

La dynamique de métropolisation est au croisement de plusieurs disciplines : on peut penser au champ de l'économie territoriale qui se concentre sur les effets d'agglomération (Porter, 1990), à la géographie, notamment avec l'inspiration donnée par l'ensemble des travaux de l'« école de Los Angeles » (Davis, 1998 ; Scott et Soja, 1998 ; Dear, 2000) ou à la sociologie par le biais d'auteurs qui s'extraient cependant de son champ (Sassen, 1991 ; Castells, 1996). Le modèle de la ville de Los Angeles a particulièrement inspiré ces thèses, par son étalement urbain marquant, par la présence d'une industrie culturelle vigoureuse, ou encore par la proximité de *clusters* réputés, tous ces éléments en faisant un exemple paradigmatique des métropoles contemporaines, comme Chicago et Detroit l'avaient été au cours du XX^e siècle.

Beaucoup de travaux sur les métropoles restent cependant assez méconnus en France, d'autant que, hormis Mike Davis, les ouvrages des auteurs les plus connus restent sans traduction, comme ceux d'Edward Soja ou Michael Dear. Dans le champ de la sociologie urbaine, les travaux sur la fragmentation urbaine ayant une inspiration directe des chercheurs de Los Angeles restent rares. Dans le champ de la géographie, les travaux sont davantage connus³. En France, Cynthia Ghorra Gobin (2001), Sophie Body-Gendrot (1998) ou Guénola Capron (2006) ont été parmi les principaux relais de ces concepts, mais l'impact réel des travaux reste à démontrer.

Les métropoles peuvent être définies selon deux grands critères. Le premier, purement comptable, se baserait sur un nombre minimal d'habitants et un certain étalement urbain. On voit bien les limites de cette approche qui ne fait finalement que prendre acte de l'urbanisation croissante de la planète. On peut trouver dans ce critère une première explication du fait que la dynamique métropolitaine soit certainement moins analysée en France qu'ailleurs : on ne dénombre que quatre agglomérations millionnaires (Paris, Marseille, Lyon et Lille) et trois autres dépassant les 800 000 habitants (Nice, Toulouse, Bordeaux). Ainsi, l'abondante littérature étasunienne fait moins sens qu'ailleurs.

Le contexte français n'échappe cependant pas aux stratégies visant à mettre en avant ce que Ludovic Halbert (2010) appelle « l'avantage métropolitain », qui constitue le deuxième grand critère de définition des métropoles. De son point de vue, la métropole

² Ces articles ont d'abord été présentés sous forme de contribution orale lors d'une journée d'études « Métropoles, ségrégation, fragmentation », organisée à l'Université Lille 3 par le Centre de Recherches « Individus, Épreuves, Sociétés ». Qu'il soit permis ici de remercier Marion Carrel et Jean-Michel Wachsberger (Lille 3) et Pedro de Almeida Vasconcelos (UF Bahia) qui ont grandement contribué à l'organisation de cet événement avec les deux coordinateurs de ce numéro.

³ Un numéro spécial de la revue *L'Espace géographique* en 2004 ou un colloque sur la Justice Spatiale à Nanterre en 2008, notamment avec la participation d'E. Soja, S. Fainstein et P. Marcuse suivi par la création d'une revue en ligne bilingue *Justice Spatiale/Spatial Justice*.

globalisée concentre les fonctions de décision du système économique grâce « à la mobilisation de ressources hétérogènes nombreuses », notamment ses infrastructures, mais aussi par sa capacité à mettre en relation ses propres ressources avec l'extérieur. De façon imagée, on pourrait dire que les métropoles sont aujourd'hui aux villes ce que les villes étaient hier aux bourgs et aux campagnes... À partir des années 1980, nombre de villes se sont lancées dans la course à la métropolisation : au Royaume-Uni, on les a dénommées par exemple des « wanabe world cities » (Manchester étant un bon exemple). Cette expression a le mérite de rendre compte du processus qui se joue : volonté de rendre le tissu urbain plus attractif, notamment pour les investisseurs ou la classe créative tertiaire qu'on souhaite attirer, amélioration des infrastructures urbaines (aéroports, gares), quête de reconnaissance dans les réseaux internationaux de villes mondiales. Pour ce faire, des méthodes relativement standardisées ont été utilisées : la planification stratégique urbaine a eu des variantes plus social-démocrates (Barcelone) ou plus libérales (Manchester) ; le marketing urbain a connu un développement sans précédent. Ces « projets urbains » ou « projets de ville » (Rosemberg, 2000 ; Pinson, 2009) ne restent pas sans effet sur les dynamiques sociospatiales. Qu'il s'agisse de récupérer d'anciennes friches industrielles pour les transformer en *clusters* de nouvelles technologies ou en logements de standing, de favoriser la construction de centres d'affaires pour créer les mètres carrés de bureaux que recherchent les firmes ou de revitaliser les centres-villes dans ce mouvement que Smith (2003) appelle la « gentrification généralisée », tous ces projets impliquent des mutations importantes en termes de profil socio-économique des habitants.

La métropole lilloise, en arrière-plan de l'article de Yoan Miot, a d'ailleurs été l'une des premières en France à se lancer dans cette stratégie de métropolisation, dans les années 1980, autour de l'opération Euralille (Melo, 2011). La réorganisation de l'espace métropolitain autour notamment de différents « pôles d'excellence », la redynamisation de la métropole centre, avec notamment l'impressionnant processus de mutation du Vieux-Lille, va de pair avec la subsistance, voire le développement, de poches très concentrées de pauvreté dans la métropole, notamment dans les trois grandes villes les plus touchées par le déclin industriel, Roubaix, Tourcoing et... Lille. En 2013, c'est Marseille, neuf années après le succès de Lille 2004 Capitale européenne de la culture, qui tentera de profiter de ce même label pour disposer d'une couverture médiatique importante. On voit bien dans l'article de Gwenaëlle Audren combien les grandes manœuvres autour du projet Euro-méditerranée ne restent pas sans effets sur les dynamiques sociospatiales, la localisation des écoles apparaissant comme un enjeu fondamental dans ce cadre.

En clair, qu'on penche pour une analyse de type néo-marxiste dans laquelle les dynamiques métropolitaines contemporaines (méga projets urbains, gentrification) sont liées à la nécessité du capital mondial de trouver des profits rapides (le *spatial fix* de David Harvey, 2010) ou qu'on mette l'accent sur les reconfigurations des pouvoirs locaux dans une approche néo-weberienne (Le Galès, 2011), la stratégie de métropolisation implique des recompositions sociospatiales significatives ayant notamment pour effet de fragmenter le tissu urbain.

C'est cette idée de fragmentation qu'il nous faut désormais creuser, notamment pour tenter d'évaluer ce qu'elle apporte de plus à la notion de ségrégation...

2. Des métropoles fragmentées

La notion de fragmentation urbaine vise à rendre compte des conséquences de la fin de l'organisation de la ville selon le modèle fordiste. La ville fordiste, si elle séparait assez scrupuleusement les fonctions urbaines (production, habitation, loisir, transport), tendait aussi à les intégrer dans un tout cohérent et organique. Du point de vue des dynamiques sociospatiales, la ville fordiste a produit, notamment dans les pays du Sud, un modèle d'occupation opposant le centre (riche) à la périphérie (pauvre) (Santos, 1990), reflet inverse des dynamiques de la métropole étasunienne, où les périphéries accueilleraient plutôt les populations aisées à la recherche d'espace.

La notion de fragmentation émerge, selon ses défenseurs, pour rendre compte de cette perte d'unité, quand bien même les causes en sont très variables. Dans les métropoles du Nord, la fragmentation est liée à plusieurs phénomènes, aux causes variées : économiques (passage à une économie plus flexible, post-fordiste, qui change les facteurs de localisation industrielle) ; sociales (croissance des inégalités sociales succédant à plusieurs décennies d'émergence des classes moyennes) ; politico-administratives (réformes de décentralisation et augmentation du nombre d'acteurs « légitimes », au-delà des États nations : entreprises, ONG etc.). La fragmentation reflète l'idée que l'influence d'un mode de production plus flexible, lié à la mondialisation, et les politiques urbaines qu'il suscite ont transformé le tissu urbain. Au Sud, on peut considérer, dans de nombreux pays, que c'est la croissance urbaine sans industrialisation qui a contribué à construire un étalement urbain désordonné. À celle-ci se sont ajoutés des facteurs plus locaux : difficultés économiques des années 1980, réforme de l'État qui a conduit à une fragmentation politique, augmentation des inégalités sociales sont quelques-uns des facteurs récurrents. On peut citer les analyses de Caldeira sur Sao Paulo (2000), de Guerrien (2004) sur Mexico, ou encore celles de Guillaume à Johannesburg (2001).

Qu'apporte cette notion de fragmentation urbaine ? En tentant de résumer, on peut dire que son usage correspond à l'application des transformations des sciences sociales dans le champ urbain. La montée des thématiques autour des identités, la remise en cause du paradigme dominant des analyses en termes de classe a trouvé, notamment dans la géographie postmoderne, des applications fécondes. Si la ville se fragmente, c'est aussi parce que les identités sont plus fluides et qu'elles peuvent aussi être plus sujettes à des revendications collectives, qu'on pense à la question des retraites dorées pour certains ménages âgés privilégiés californiens ou aux différentes tentatives de Florida pour quantifier l'influence des immigrés, des homosexuels ou des artistes dans la ville créative. De plus, le concept de fragmentation permet de mieux rendre compte de l'individualisation contemporaine. Les auteurs de la fragmentation rendent compte, avec beaucoup de finesse parfois, des multiples stratégies d'évitement au quotidien : utiliser des vitres fumées, ne pas emprunter une route considérée comme plus propice aux braquages sont des lieux communs au Brésil et en Afrique du Sud. La multiplication des dispositifs de surveillance privée renvoie aussi à une très forte individualisation de l'enjeu collectif du contrôle social : on peut surveiller, dans les résidences fermées, une bonne partie des espaces communs, par le biais des caméras de surveillance qu'on reçoit sur sa propre télévision.

Ainsi, les théories sur la fragmentation semblent se former en parallèle, ou être une application au cadre urbain, des difficultés du « faire société ». Néanmoins, ce succès

conceptuel présuppose que la ville « d'avant » était elle-même intégrée et formait un tout cohérent. L'effet de loupe sur les identités et le processus d'individualisation pourrait, au moins en partie, expliquer le succès de ce concept de fragmentation.

On peut d'ailleurs souligner, qu'en France, la notion de fragmentation ne rencontre pas un écho très fort. Des auteurs français, inspirés par les analyses en termes de *splintering urbanism* (Graham et Marvin, 2001), s'en sont certes servis pour décrire la perte de l'unité organique des villes d'Amérique du Sud (Prévôt-Schapira, 1999), du Maghreb (Navez-Bouchanine, 2002) ou d'Afrique du Sud (Bénil, Didier et Morange, 2005). Il existe aussi des nombreux travaux sur les *gated communities* : ceux de François Madoré (2011) dans le contexte français, ou ceux de Renaud Le Goix (2003) sur des terrains en Californie. Cependant, le terme de fragmentation apparaît assez peu pour qualifier les dynamiques de la ville française. Or, on pourrait pourtant penser que les représentations dominantes de la ville française, notamment avec les dynamiques de ghetto (Lapeyronnie, 2008), de périurbanisation (Charmes, 2005) ou de gentrification (Authier et Bidou-Zachariassen, 2008 ; Bacqué et Fijalkow, 2006 ; Préteceille, 2006) sont proches des théories de la fragmentation puisqu'elles reposent sur une analyse de l'entre-soi appliquée à des espaces idéaux typiques. Le scepticisme sur ce concept renvoie peut-être à l'association entre le concept de fragmentation et les théories sur la ville duale (Sassen, 1991), qui continuent à susciter des interrogations, notamment parce que les dynamiques d'occupation de l'espace urbain semblent maintenir une certaine stabilité historique (Préteceille, 2003) : les mesures statistiques de l'occupation résidentielle des espaces iraient en ce sens. Ceci tendrait ainsi à invalider le poids des facteurs associés à la mondialisation (le facteur économique étant majeur dans les analyses de Sassen ou de Castells) dans les transformations urbaines. Dès lors, c'est l'utilisation du concept de ségrégation sociospatiale qui reste dominante, en France, pour rendre compte des stratégies d'occupation du sol urbain (Grafmeyer, 2007).

Pour autant, ce que le concept de ségrégation semble avoir gagné en précision descriptive – dans la sophistication des mesures aujourd'hui réalisées, les débats portant sur la question de l'échelle (Maurin, 2005) – semble s'être produit au détriment de sa capacité heuristique : finalement, les mesures de la ségrégation et leurs faibles variations à court terme peuvent masquer d'autres dynamiques à des échelles micro, internes aux quartiers (stratégies d'évitement ou de contournement de la part des populations) ou plus macro (émergence de multiples centralités dans les villes).

3. La ségrégation, une notion qui reste d'actualité ?

Issues des travaux pionniers de l'École de Chicago dans les années 1920, les analyses de la ségrégation se sont développées en France assez tardivement, hormis, dans les années 1950, les analyses de Chombart de Lauwe (1952) sur la région parisienne, mettant en avant la division entre l'Est et l'Ouest. En géographie, les travaux de Marcel Roncayolo (1972), de Jacques Brun et de Catherine Rhein (1994) ont contribué d'une part à diffuser les travaux américains sur l'écologie factorielle inspirés de l'École de Chicago, et d'autre part, à travailler cette notion et à diffuser les recherches qui lui étaient consacrées. En sociologie, c'est à la fin des années 1970 que Grafmeyer et Joseph (1979) publient le premier recueil de textes traduits d'auteurs de l'École de Chicago. Dans cette discipline, les travaux sur la ségrégation ont été marqués par la critique marxiste, postu-

lant que les divisions sociales de l'espace sont un reflet des inégalités dans les rapports sociaux, à l'instar de Castells (1970), critiquant l'approche du ghetto de Wirth (2006). La plupart des travaux qui ont suivi ont adopté une approche plus large, analysant les divisions sociales de l'espace comme « à la fois le produit, le reflet et l'un des enjeux de la différenciation sociale » (Grafmeyer, 1994). D'un point de vue plus empirique, les effets de la ségrégation urbaine sur la distribution et l'accès aux équipements collectifs ont été finement analysés par Pinçon-Charlot, Préteceille et Rendu (1986), montrant le lien entre structure sociospatiale et structure des équipements en région parisienne. Par la suite, les travaux sociologiques se sont beaucoup concentrés aux deux extrémités de l'échelle sociale, avec l'analyse des processus d'agrégation de la bourgeoisie menée par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (2005, 2009) ou Yves Grafmeyer (1991), d'une part, et les travaux consacrés aux « quartiers d'exil » (Dubet, Lapyeronie, 1992) et au ghetto (Wacquant, 2006 ; Lapeyronie, 2008), d'autre part. L'opposition entre ghettos du gotha et ghettos de pauvres, mise en avant et très prisée par les médias, ne rend cependant compte que très partiellement des manifestations de la ségrégation. Et la vision tout aussi médiatisée de « la ville à trois vitesses » (Donzelot, 2004), sans l'appui de travaux empiriques, ne permet guère de raffiner l'approche ni de donner une idée précise de la réalité actuelle des processus de ségrégation. Plus récemment, la mesure de la ségrégation a fait l'objet d'une vague de travaux (Préteceille, 2006, 2009 ; Pan Ké Shon, 2009, 2011), tandis que des recherches se sont focalisées sur l'analyse des effets des divisions sociales de l'espace et de la concentration de la pauvreté sur les conditions de vie et le destin des habitants des quartiers pauvres (Bacqué et Fol, 2007 ; Authier, 2007). Cet ensemble de travaux est traversé par de nombreux débats.

En effet, au cours des dix dernières années, les débats, voire les affrontements, sur la ségrégation et ses effets ont été extrêmement vifs. Ainsi, les thèses tendant à montrer une augmentation de la ségrégation qui aboutit progressivement à la formation de ghettos « à l'américaine » (Donzelot, 2004 ; Maurin, 2004) s'opposent à des travaux qui relativisent ou contestent cette évolution (Préteceille, 2006 ; Pan Ké Shon, 2009). Ainsi Eric Maurin (2004) présente la ségrégation comme un processus de séparatisme social qui serait devenu l'un des « principes structurants de la coexistence sociale ». Les mécanismes de la ségrégation traverseraient ainsi toute la société, l'ensemble des catégories sociales mettant en œuvre des stratégies d'évitement. De même, Jacques Donzelot défend l'image bien connue de la ville à trois vitesses, issue des mêmes stratégies d'évitement généralisé (entre-soi sélectif et électif, entre-soi contraint et entre-soi protecteur), les deux auteurs se rejoignant dans le constat que la ségrégation augmente et qu'elle aboutit à la formation de ghettos. À l'opposé, Edmond Préteceille (2006), dans ses travaux statistiques sur les divisions sociospatiales en Ile de France, montre que la ségrégation n'a pas augmenté sauf pour des catégories de communes bien spécifiques (celles qui rassemblent les classes aisées et celles qui concentrent les ménages les plus défavorisés) et que les quartiers dits mixtes restent largement majoritaires. Thérèse Saint-Julien et ses collègues ont montré (2007), toujours dans le cas de la métropole parisienne, que la concentration de ménages défavorisés s'est accentuée dans certaines parties de l'agglomération.

À la suite de Donzelot et Maurin, d'autres auteurs ont défendu l'hypothèse de la formation de ghettos en France. Ainsi, Didier Lapeyronie (2008), à partir d'un travail de terrain sur un quartier déshérité d'une petite ville du Sud-Ouest, montre le développement

de situations de ségrégation proches du ghetto décrit par la littérature nord-américaine. À l'opposé, Loïc Wacquant (2006) refuse la qualification de ghetto aux quartiers de banlieues français. Les deux approches reposent d'ailleurs sur des visions parfois convergentes du ghetto, à la fois cage et cocon (Kokoreff, 2009). Ces discussions ont, jusqu'à une période récente, probablement sous-estimé la question ethnique. Le débat lancé à l'INED sur les catégories ethniques, de même que les travaux de Didier et Eric Fassin sur la question raciale (2006), ont sans doute ouvert la voie de ce point de vue, avec une série de travaux qui se sont penchés sur cette dimension essentielle de la ségrégation. Les travaux de Mirna Safi (2009) montrent que la ségrégation de certaines populations immigrées est non seulement élevée mais ne diminue pas avec les processus dits d'assimilation. Jean-Louis Pan Ké Shon (2009) et Edmond Préteceille (2009) concluent pour leur part que la ségrégation raciale est plus forte que la ségrégation socio-économique et qu'elle est en croissance modérée, même si la majorité des immigrés résident dans des situations de mixité résidentielle et non dans des ghettos.

Un autre débat, qui dépasse d'ailleurs le cadre hexagonal, porte sur l'existence d'effets de quartier, cherchant à déterminer si la concentration de populations pauvres redouble les effets de la pauvreté et réduit les possibilités d'intégration de ces populations. La sociologie française a peu exploré ce débat (Authier, 2007), qui a donné lieu à une littérature surabondante en Amérique du Nord (Ellen et Turner, 1997), et dans une moindre mesure, en Europe (Musterd *et al.*, 2012). Si des « effets de lieu » ont été mis en avant, « le rassemblement en un même lieu d'une population homogène dans la dépossession » ayant pour effet de « redoubler la dépossession » (Bourdieu, 1993), les travaux empiriques permettant d'en donner la mesure sont restés rares (Marpsat, Laurent, 1997 ; Bidou-Zachariassen, 1997). Des économistes français se sont toutefois penchés sur cette question (Fitoussi *et al.*, 2004) mais sans donner de réponses très convaincantes. D'autres travaux invitent au contraire à envisager les quartiers pauvres comme des lieux de ressources pour leurs habitants, en mettant en avant l'importance des réseaux sociaux (Vignal, 2005 ; Fol, 2010). Les travaux sur la rénovation urbaine, en particulier, montrent que dans les quartiers concernés par des démolitions et des relogements, les habitants sont nombreux à souhaiter rester dans leur quartier, manifestant ainsi un ancrage local et un attachement marqué au quartier et aux réseaux sociaux et familiaux dont il est le centre (Lelévrier, 2010 ; Saint-Macary, 2011). Malgré ces résultats empiriques convergents, le discours dominant tend à accréditer sans discussion la thèse des effets de quartier, comme si elle pouvait justifier et venir à l'appui d'une action publique fondée sur la mixité sociale, mot d'ordre consensuel des politiques de lutte contre la ségrégation.

Au-delà des effets de quartier ou de lieu, la ségrégation sociospatiale n'est évidemment pas sans conséquences sur les conditions de vie des populations défavorisées. Elle a en premier lieu des répercussions en termes d'inégalités d'accès aux ressources. La littérature sur le *spatial mismatch*, (défini par John Kain en 1968 comme le décalage spatial entre les localisations résidentielles des populations pauvres et des minorités ethniques et la localisation des emplois que ces populations sont susceptibles d'occuper) a tenté de montrer, dans le contexte nord-américain, les effets de la ségrégation sur les chances d'accès à l'emploi des groupes les plus défavorisés. En France, les travaux de Sandrine Wenglenski (2005) ont mis en évidence les inégalités d'accès à l'emploi entre les catégories socio-professionnelles, liées en partie aux différences

de localisations résidentielles entre les groupes sociaux. Dans d'autres domaines que l'emploi, la question des inégalités d'accès aux ressources urbaines découlant des divisions sociales de l'espace a été abordée par quelques travaux (Caubel, 2006 ; Motte-Baumvol, 2007), qui restent cependant peu nombreux en France. À l'inverse, les travaux qui analysent les liens entre ségrégation résidentielle et ségrégation scolaire ont fait l'objet d'un développement significatif. Dans les recherches qui se sont développées à ce sujet, la ségrégation scolaire se manifeste par une inégalité d'accès aux biens scolaires résultant des inégalités spatiales (Barthon, 1998). L'offre scolaire étant inégalement distribuée au plan spatial, la ségrégation scolaire n'est toutefois pas un simple reflet de la ségrégation urbaine : « elle est renforcée par la sélectivité sociale des choix scolaires des familles des classes supérieures » (Oberti, 2005). Ainsi, le contexte local (Van Zanten, 2001) et la localisation résidentielle comme indicateur de positionnement social ont un effet déterminant sur les choix scolaires, tandis qu'à l'inverse, les stratégies scolaires jouent un rôle important dans le choix du lieu de résidence (François et Poupeau, 2005).

La ségrégation est donc à l'origine de diverses formes d'inégalités. En cela, on peut dire qu'elle est porteuse d'injustice spatiale (Lehman-Frisch, 2009), même si ces inégalités ne résultent pas nécessairement de processus intentionnels ni d'une mise à distance orchestrée des groupes sociaux défavorisés. Les stratégies résidentielles et plus particulièrement, les mobilités résidentielles, en lien avec les évolutions des parcs de logement, qu'elles soient contrôlées ou non par les acteurs locaux, ont des effets importants sur les inégalités sociospatiales, comme le montre l'article de Yoan Miot dans le présent numéro. La question du rôle des acteurs dans les processus ségrégatifs mérite ainsi d'être interrogée. En effet, si les divisions sociospatiales sont liées aux dynamiques foncières et immobilières, on sait que ces dernières sont elles-mêmes fortement dépendantes des stratégies des acteurs collectifs, publics et privés.

4. Métropolisation et régulation : le rôle des acteurs collectifs dans les processus de ségrégation et de fragmentation

L'analyse des divisions sociospatiales doit s'intéresser aux différentes politiques de régulation de la dynamique métropolitaine et à leur capacité à prendre en compte les processus de ségrégation/fragmentation auxquels les espaces sont soumis et que ces politiques concourent elles-mêmes à produire. On peut se demander si les modalités de la ségrégation issues de la période fordiste, en partie favorisées par l'intervention des pouvoirs publics, sont toujours d'actualité ou si elles ont été remplacées par des dynamiques d'agglomération basées sur d'autres formes de divisions sociospatiales et d'autres modes d'intervention des acteurs collectifs, qu'ils soient publics ou privés. Le contexte lillois est intéressant dans cette optique : c'est en effet l'une des agglomérations françaises qui a le plus précocement mis sur l'importance de la métropolisation et de la construction d'instances de régulation qui lui soient adaptées dans le positionnement stratégique de la ville pour accueillir des investisseurs économiques (la réalisation d'Euralille en étant l'exemple le plus clair), dans un contexte marqué par une distribution très inégale des richesses entre communes. Ceci n'a d'ailleurs pas empêché la mise en place d'un véritable « consensus communautaire » qui tend d'ailleurs à dépolitiser les conflits (Desage, 2005).

L'exemple lillois d'inscription des stratégies des acteurs publics dans une dynamique de métropolisation se retrouve dans de nombreuses situations locales. Dans un contexte que les théoriciens anglo-saxons de la néolibéralisation qualifient de réagencement spatial, ou « *rescaling* » (Brenner, 2004) de l'action publique, les acteurs locaux utilisent tous les outils qui sont à leur disposition pour mener des stratégies fondées sur l'attraction des investissements privés et des populations les plus désirables. Les politiques plus ou moins explicites de gentrification (Rousseau, 2010) ont des effets sur le creusement des inégalités entre les espaces les plus attractifs et ceux qui restent affectés par la paupérisation et la dégradation des conditions de vie des habitants. Les efforts des acteurs locaux pour inscrire leurs villes dans des dynamiques métropolitaines s'appuient sur les investissements d'acteurs privés et s'exercent de manière sélective sur certains espaces dont les mutations économiques, urbaines et sociales accentuent les divisions sociospatiales à l'échelle des agglomérations. La coexistence de ces espaces régénérés avec des espaces de pauvreté crée des situations de fragmentation sociospatiale dans lesquelles les stratégies d'évitement sont très prégnantes. L'article de Gwenaëlle Audren, dans le présent numéro, montre comment les stratégies conjointes d'acteurs privés et publics, dans le cadre du projet Euroméditerranée, se conjuguent avec les pratiques des habitants pour créer des situations d'évitement extrême dans le cadre scolaire comme dans le cadre urbain.

De la même manière, les politiques de mixité sociale menées dans les quartiers défavorisés dans le cadre de la politique de rénovation urbaine ont, au nom de la lutte contre la ségrégation et la concentration de la pauvreté, fréquemment abouti à une situation paradoxale de renforcement de la fragmentation sociospatiale. En effet, les politiques de relogement des populations pauvres après démolition d'une partie des logements sociaux se traduisent bien souvent par une re-concentration de ces populations plutôt que par la dispersion recherchée (Lelévrier, 2010). De plus, les nouveaux programmes construits dans ces quartiers par des acteurs privés pour favoriser la diversification sociale ne participent que bien peu à un véritable brassage de la population (Saint-Macary, 2010). En effet, ces programmes, qui constituent souvent des « isolats » au sein du quartier, demeurent séparés du reste des immeubles aussi bien par des éléments physiques (grilles, murs) que par les pratiques d'évitement des habitants.

Ainsi, les stratégies de régénération fondées sur la diversification sociale, en tentant d'enrayer des dynamiques résidentielles perçues comme négatives, produisent souvent des effets ségrégatifs à une échelle plus fine et peuvent être porteuses de nouvelles formes de fragmentation sociospatiale. À l'inverse, les politiques de gentrification et de mixité sociale ignorent largement le rôle des mobilités résidentielles et des processus de « filtrage » liés aux parcs de logement, décrits par Yoan Miot dans ce numéro.

5. Présentation des articles : des travaux empiriques aux démarches complémentaires

Les quatre articles présentés dans ce numéro présentent une grande complémentarité. Violaine Jolivet ausculte les différenciations sociospatiales dans une ville exemplaire du développement urbain contemporain, Miami. Yoan Miot, par le biais des mobilités résidentielles et Gwennaëlle Audren, par la question des stratégies scolaires adossées à la mise en place d'une grande opération immobilière, nous ramènent en France, à Roubaix/Lille et Marseille : carte scolaire, politique de la ville, voici quelques traits marquants de

la ségrégation à la française. Pour terminer, Fabien Desage nous convie à une analyse comparée du rôle des intercommunalités françaises. Le bilan est ambivalent : si les intercommunalités semblent avoir trouvé un certain rythme de croisière après un démarrage poussif, elles peinent cependant à s'affranchir des enjeux très locaux de l'ensemble des communes qui les composent.

L'article de Violaine Jolivet est une contribution stimulante au débat sur l'évolution des métropoles contemporaines. Les États-Unis et leurs sociologues/géographes ont produit, au cours du XX^e siècle deux paradigmes de développement urbain, celui de Chicago, métropole fordiste, et celui de Los Angeles, métropole post-fordiste. Miami relève, nous dit Jolivet, d'un raisonnement un peu différent. Sans véritable passé industriel, à cheval entre les deux sous-continentes américains, et, de fait, recelant des activités peu reluisantes, Miami serait une ville radicalement nouvelle, symbole du capitalisme mondialisé qui émerge dans les années 1990 et se consolide par la suite. C'est une ville de la distance, puisque l'étalement urbain y est constant, et de la mise à distance, avec un urbanisme composé de nombreuses résidences fermées, même quand celles-ci réinvestissent les quartiers latino centraux comme Little Havana. Les espaces publics n'y semblent que bien peu utilisés, sauf dans leur fonction touristique. Ville encore « en chantier », reproduisant par clonage une expansion urbaine coûteuse en espace et en transport, qui continue, pour de nombreux migrants, à symboliser le rêve américain, Miami ne convainc pas complètement l'auteure qu'elle serait un nouveau paradigme de développement urbain ou encore une ville globale au sens fort. Quelques indices qu'elle ne mentionne pas laissent en effet planer quelques doutes sur ce développement brutal. Ainsi, le prix de l'immobilier miamien n'atteint pas, loin s'en faut, les sommets new-yorkais ou londoniens, ce qui témoigne d'une certaine indécision des investisseurs mondiaux. Du point de vue symbolique, Miami est aussi loin d'avoir produit une image aussi consolidée que certaines de ses rivales étasuniennes. Quant à la présence des centres décisionnels du point de vue politique et économique, elle reste très mesurée. Davantage qu'un paradigme, Miami apparaît donc comme une variante de la ville fragmentée, marquée par sa position de « bascule » entre les deux sous-continentes. Elle serait, dans la conclusion de l'auteure, cette ville du néolibéralisme qui souffle depuis les années 1980, ville sans véritable planification urbaine, ville de l'individu qui recherche l'entre-soi au sein de quartiers homogènes pour ne pas avoir à supporter les désagréments de la mise en commun ou de la mixité. Le revers de la médaille, pour les suburbains ? Des temps de transport qui s'allongent démesurément et, comme le dit un architecte qu'elle cite : « ni magasin de quartier, ni cafés, ni arbres pour se mettre à l'ombre sous le soleil tropical (...) ni les lieux de rencontre ni le caractère qui favorise les échanges quotidiens »...

Si on les compare à ces problématiques de fragmentation avancée, les débats sur la ville française et sa perte d'unité organique peuvent sembler assez éloignés... Pourtant, le portrait d'une métropole marseillaise en mutation rapide et profonde dressé par Gwenaëlle Audren interroge le lecteur. Ici, comme dans les métropoles du Sud et à une échelle encore peu égalée en France, les lotissements fermés se multiplient et créent des enclaves impénétrables à proximité des territoires les plus défavorisés de la ville, comme dans le quartier des Hauts-de-Sainte-Marthe, tout proche des quartiers Nord. Les habitants ne se fréquentent pas dans l'espace urbain et leurs enfants ne se côtoient pas dans

l'espace scolaire, puisque les stratégies d'évitement des couches moyennes et supérieures créent des territoires scolaires séparés. Lorsque le système scolaire public ne peut offrir un entre soi protecteur suffisant, c'est par la fuite vers l'école privée que les parents offrent à leurs enfants la possibilité d'échapper à la mixité scolaire. Mais dans l'opération Euroméditerranée, îlot de régénération urbaine et économique et de diversification sociale à l'intérieur d'un des territoires traditionnellement les plus pauvres de Marseille, les stratégies d'évitement sont plus difficiles à mettre en œuvre. La municipalité s'est donc engagée dans un partenariat avec le diocèse pour créer de toutes pièces une offre répondant aux besoins d'une population nouvelle qu'il s'agit d'accueillir et de retenir dans le quartier. Mais comme le montre bien le travail de Gwenaëlle Audren, cette offre est sélective et ne s'adresse pas à la population déjà présente dans le quartier.

C'est un autre territoire très contesté que Yoan Miot analyse dans ses composantes sociospatiales, celui déjà évoqué de la métropole lilloise. Il montre comment les caractéristiques des parcs de logement combinées à celles de la population dessinent une métropole extrêmement divisée sur le plan sociospatial. Dans cette agglomération fortement contrastée, Roubaix se détache comme « une polarité paupérisée ». Yoan Miot montre comment cette polarisation sociale est construite par les mobilités résidentielles, elles-mêmes déterminées par les caractéristiques des parcs de logement. Il s'en dégage des processus largement ignorés par les politiques locales de régénération. Alors que les acteurs locaux mettent en œuvre des stratégies d'attractivité résidentielle ciblées sur les couches moyennes extérieures à la ville, comme c'est le cas le plus fréquent dans les politiques de rénovation urbaine, les mobilités ascendantes des ménages populaires stables ou en ascension sociale ne sont pas prises en compte. Les politiques locales se privent ainsi de la possibilité d'un ancrage local des ménages populaires qui pourrait contribuer à une diversification sociale « endogène » de la ville.

Fabien Desage s'intéresse également aux politiques de l'habitat, en examinant le rôle des intercommunalités dans la lutte contre la ségrégation résidentielle, à partir des cas de l'agglomération lilloise et de celle de Nantes. Il tente d'évaluer dans quelle mesure les politiques intercommunales en matière d'habitat, face aux objectifs de mixité sociale qui leur sont imposés par la loi, parviennent à renverser les dynamiques ségrégatives. Le constat est sévère, puisqu'il conclue à une « incapacité » de ces politiques à remettre en cause les processus de ségrégation. Alors même que les structures intercommunales se sont peu à peu emparées de compétences de plus en plus fortes en matière de programmation et de construction de logements sociaux, elles ne parviennent pas pour autant à remettre en cause la suprématie des pouvoirs communaux en matière d'attribution de ces logements. Si la pression exercée sur les communes réussit à triompher des résistances de celles-ci à la construction de logements sociaux sur leur territoire, le fonctionnement consensuel des intercommunalités condamne celles-ci à accepter qu'en contrepartie d'une contribution de toutes les communes à l'effort de construction, les « spécificités communales » et localismes municipaux soient préservés, au détriment de politiques de rééquilibrage social du territoire. Au-delà de cette analyse assez pessimiste, on peut s'interroger sur l'évolution des dynamiques politiques engagées, qui, après avoir impulsé la construction de logement social dans des communes qui y étaient fortement réfractaires, pourraient très bien se poursuivre au-delà de ce que les communes sont en mesure d'accepter aujourd'hui.

Références

- Authier J.Y., Bacqué M.H., Guérin-Pace F. (eds), (2007). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. La Découverte, Paris.
- Authier J.-Y., (2007). La question des « effets de quartier » en France : Variations contextuelles et processus de socialisation *In* Authier J.-Y., Bacqué, M.-H., Guérin-Pace F., *Le quartier : Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. La Découverte, Paris, 206-216.
- Authier J.Y. et Bidou-Zachariasen C., (2008). La question de la gentrification urbaine. *Espaces et Sociétés* 132-133, 13-21.
- Authier J.Y., Bonvalet C., Lévy J.P., (2010). *Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*. Presses Universitaires de Lyon, Lyon.
- Bacqué M.H et Fijalkow Y., (2006). En attendant la gentrification. *Sociétés contemporaines* 63, 63-83.
- Bacqué M.-H., Fol S., (2007). Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse *In* Authier J.-Y., Bacqué, M.-H., Guérin-Pace F., *Le quartier : Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. La Découverte, Paris, 181-193.
- Barthon C., (1998). La ségrégation comme processus dans l'école et dans la ville. *Revue européenne de migrations internationales* 14 (1), 93-103.
- Bidou-Zachariasen C., (1997). La prise en compte de l'effet de territoire dans l'analyse des quartiers urbains. *Revue Française de Sociologie* 38 (1), 97-117.
- Bourdieu P., (1993). Effets de lieu *In* Bourdieu, P (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, Paris, 249-262.
- Brenner N., (2004). *New States Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*. Oxford University Press, Oxford.
- Brun J., Rhein C., (1994). *La ségrégation dans la ville : concepts et mesures*. L'Harmattan, Paris, 85-117.
- Caldeira T., (2000). *City of Walls: Crime, Segregation and Citizenship in São Paulo*, University of California Press, Berkeley.
- Caubel D., (2006). *Politiques de transports et accès à la ville pour tous ? Une méthode d'évaluation appliquée à l'agglomération lyonnaise*. Thèse de doctorat, Université de Lyon II.
- Chombart de Lauwe P.H., (1952). *Paris et l'agglomération parisienne*. PUF, Paris.
- Castells M., (1970). *La question urbaine*. Maspéro, Paris.
- Chamboredon J.C., Lemaire M., (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie* 11, 3-33.
- Collectif, (1997). *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*. L'Éditions de l'Aube, Tour d'Aigues.
- Coing H., (1966). *Rénovation urbaine et changement social*, Les Éditions ouvrières, Paris.
- Donzelot J., (2004). La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification. *Esprit* 303.
- Dubet F., Lapeyronie D., (1992). *Les Quartiers d'exil*, Le Seuil, Paris.
- Fassin D., Fassin E. (2006), (dir.), *De la question sociale à la question raciale : représenter la société française*, Paris, La Découverte.
- Fitoussi J.P., Laurent E., Maurice J., (2004). *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, Rapport du Conseil d'Analyse Économique, La Documentation Française, Paris.
- Fol S., (2010). Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité. *Regards Sociologiques* 40, 27-43.
- François J.-C., Poupeau F., (2005a). Le social et le spatial. Quelques perspectives critiques sur l'analyse de la ségrégation scolaire. *Espace, Populations, Sociétés* 3, 367-384.
- Grafmeyer Y., (1991). *Habiter Lyon. Milieux et quartiers du centre-ville*, PUL, Lyon.
- Grafmeyer Y., (1994). Regards sociologiques sur la ségrégation *In* Brun J., Rhein C. (éd.), *La ségrégation dans la ville*, L'Harmattan, Paris, 85-117.

- Grafmeyer Y., Joseph I., (1984). *L'École de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris.
- Guerrien M., (2004). Transformation et fragmentation des espaces urbains. Le cas de la zone métropolitaine du bassin de Mexico. *L'Espace géographique* 33, 336-352.
- Guillaume P., (2001). *Johannesburg. Géographies de l'exclusion*. IFAS, Karthala, Paris.
- Halbert L., (2010). *L'avantage métropolitain*. PUF, Paris.
- Harvey D., (2010). *Géographie et capital : Vers un matérialisme historico-géographique*. Syllepse, Paris.
- Jaillet M-C., Perrin E., Ménard F. (dir.), (2008). *Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité*. PUCA, Paris.
- Kain J. F., (1968). Housing Segregation, Negro Employment, and Metropolitan Decentralization. *The Quarterly Journal of Economics* 82 (2), 175-197.
- Kokoreff M., (2009). Ghettos et marginalité urbaine. Lectures croisées de Didier Lapeyronie et Loïc Wacquant. *Revue Française de Sociologie* 50 (3), 553-572.
- Lapeyronie D., (2008). *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Robert Laffont, Paris.
- Le Galès P., (2011). *Le retour des villes européennes*. Les Presses de SciencePo Paris.
- Lelévrier C., (2005). La mixité sociale comme objectif des politiques urbaines *In Villes et territoires, Cahiers Français* n°328.
- Lelévrier C., (2010). La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou re-concentration ? *Espaces et Sociétés* 140-141, 59-74.
- Lévy J-P., (1995). Les dynamiques sociospatiales des marchés immobiliers. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* 3.
- Madoré F., (2004). *Ségrégation sociale et habitat*, PUR, Rennes.
- Marpsat M., (1999). La modélisation des effets de quartier aux États-Unis, une revue des travaux récents. *Population*. 54 (2), 303-330.
- Marpsat M., Laurent R., (1997). Le chômage des jeunes est-il aggravé par l'appartenance à un quartier en difficulté ? *In Collectif, Ces quartiers dont on parle*, L'Aube, Paris, 321-346.
- Maurin E., (2004). *Le ghetto français : Enquête sur le séparatisme social*, Le Seuil, Paris.
- Melo A.M., (2011). *La planification stratégique et ses effets sur les métropoles. Analyses des expériences de Lille (France) et de Recife (Brésil)*, Thèse en Géographie, Aménagement et Urbanisme, IHEAL, Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris 3, Paris.
- Motte-Baumvol B., (2007). La dépendance automobile pour l'accès des ménages aux services : le cas de la grande couronne francilienne. *Revue d'économie régionale et urbaine* 5, 897-920.
- Musterd S., Galster G., Andersson R., (2012). Temporal dimensions and measurement of neighbourhood effects. *Environment and Planning A* 44(3), 605-627.
- Navez-Bouchanine F. (dir.), (2002). *La Fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* L'Harmattan, Paris.
- Oberti M., (2005). Différenciation sociale et scolaire du territoire : inégalités et configurations locales. *Sociétés Contemporaines* 59-60, 13-42
- Pan Ké Shon J.L., (2009). Ségrégation ethnique et ségrégation sociale en quartiers sensibles. L'apport des mobilités résidentielles. *Revue Française de Sociologie* 50-3, 451-487.
- Pinçon-Charlot M., Pinçon M., (2005). *Voyage en grande bourgeoisie*. PUF, Paris.
- Pinçon-Charlot M., Pinçon M., (2009). *Les Ghettos du Gotha : comment la bourgeoisie défend ses espaces*. Payot, Paris.
- Pinçon-Charlot M., Préteceille E., Rendu P., (1986). *Ségrégation urbaine. Classes sociales et équipements collectifs en région parisienne*. Anthropos, Paris.
- Pinson G., (2009). *Gouverner la ville par projet : urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Les Presses de Science Po, Paris.

- Porter M., (1990). *The Competitive Advantage of Nations*. The Free Press, New York.
- Préteceille E., (2006). La ségrégation sociale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne? *Sociétés Contemporaines* 62, 69-93.
- Préteceille E., (2009). La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne? *Revue Française de Sociologie* 50-3, 489-519.
- Prévôt-Schapira M.F., (1999). Amérique Latine : la ville fragmentée. *Esprit* 258, 128-144.
- Roncayolo M., (1972). La division sociale de l'espace urbain : méthodes et procédés d'analyse, *Bulletin de l'Association des Géographes Français* 395-396.
- Rosemberg, M., (2000). *Le marketing urbain en question*, Economica, Paris.
- Saint-Julien Th., Le Goix R., (2007). *La Métropole Parisienne. Centralités, Inégalités. Proximités*. Belin, Paris.
- Santos M., (1990). *Metrópole corporativa fragmentada: o caso de São Paulo*. Nobel, São Paulo.
- Sassen S., (1991). *The Global City: New York, Londres, Tokyo*. Princeton University Press, Princeton.
- Smith N., (2003). La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la « régénération » urbaine comme stratégie urbaine globale In Bidou-Zachariasen C. (dir.), *Retours en ville*, Descartes & Cie, Paris, 45-72.
- Tissot S., (2005). Une discrimination informelle? Usages du concept de mixité sociale dans la gestion des attributions de logements HLM. *Actes de la recherche en sciences sociales* 159.
- Van Zanten A., (2001). *L'école de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue*, PUF, Paris.
- Vignal C., (2005). Logiques professionnelles et logiques familiales : une articulation contrainte par la délocalisation de l'emploi. *Sociologie du Travail* 47, 153-169.
- Wacquant L., (2006). *Parias urbains. Ghetto – Banlieues – État*. La Découverte, Paris.
- Wenglenski S., (2004). Une mesure des disparités sociales d'accessibilité au marché de l'emploi en Île-de-France. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* 2004/4, 539-550.
- Wirth L., (2006). *Le ghetto*. PUG, Grenoble.